

DORAN, Charles E. et Gregory P. MARCHILDON, dir. *The NAFTA Puzzle. Political Parties and Trade in North America*. Boulder, Westview Press, 1994, 272p.

Gordon Mace

Volume 27, numéro 2, 1996

Une nouvelle politique étrangère Canadienne : internationalisme libéral ou néo-réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703612ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703612ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mace, G. (1996). Compte rendu de [DORAN, Charles E. et Gregory P. MARCHILDON, dir. *The NAFTA Puzzle. Political Parties and Trade in North America*. Boulder, Westview Press, 1994, 272p.] *Études internationales*, 27(2), 443–446. <https://doi.org/10.7202/703612ar>

mencé à fonctionner (pp. 3-18); tandis que le suivant la situe très précisément dans le système interaméricain de protection des droits de l'homme (pp. 19-47); entre autres, par rapport aux États, selon qu'ils sont parties à la Convention américaine des droits de l'homme ou simples membres de l'OEA; bien sûr aussi par rapport à la Cour interaméricaine. Ces deux chapitres sont ainsi l'occasion de mettre en évidence les processus si différents selon lesquels les deux systèmes européen et américain ont été établis; ce qui n'est pas inutile, une fois rappelée l'influence, sinon l'attraction du premier sur le second. Mais parce que Mme Santoscoy sait ne pas s'appesantir sur ce qui est assez bien connu, ce titre vaut surtout pour l'analyse et les commentaires que lui inspire, avec le recul, la restructuration de la Commission, après l'adoption de ses nouveaux statuts, en 1979 et règlement, en 1980.

Analyse et commentaires sont tout aussi pénétrants, et, de notre point de vue, plus intéressants encore, lorsqu'elle en vient au système des pétitions individuelles devant la Commission (Titre II, pp. 49-115). D'abord parce que son étude est actualisée au plus près de ce qu'autorisent les délais d'édition; ce qui permet d'être au fait des conditions de recevabilité des pétitions (chapitre 1, pp. 51-72); de la procédure suivie ensuite, lorsqu'une pétition a été déclarée recevable (chapitre 2, pp. 73-90); de son examen au fond et, en particulier, du régime de la preuve (chapitre 3, pp. 91-101); enfin de l'achèvement de la procédure et de la portée de la résolution adoptée par la Commission (chapitre 4, pp. 103-115). En-

suite, parce que les développements, qui menacent *a priori* d'être austères, ne le sont pas, quand bien même ils imposent une lecture toujours très attentive. C'est, en effet, le mérite de l'auteur que d'avoir su ne pas les réduire à l'exposé des dispositions conventionnelles et réglementaires relatives à la procédure, en mettant l'accent sur la pratique de la Commission, telle qu'elle résulte de plusieurs affaires fort opportunément présentées. C'est aussi avoir sensiblement accru l'intérêt de ce titre II, que d'avoir établi un parallèle avec la procédure devant la Commission européenne et avec la procédure des pétitions prévue par le Protocole facultatif au Pacte de 1966 relatif aux droits civils et politiques; ce qui donne à l'ouvrage de Mme Santoscoy une tonalité de droit et institutions comparés dont il convient de la remercier.

Jean MALLEIN

*Faculté de droit et des sciences économiques
Brest, France*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

The NAFTA Puzzle. Political Parties and Trade in North America.

DORAN, Charles F. et Gregory P.
MARCHILDON, dir. Boulder,
Westview Press, 1994, 272p.

Le phénomène du libre-échange nord-américain a suscité jusqu'ici une littérature où prédomine le thème de l'économie. Cet état de choses est sans doute normal dans la mesure où l'accord d'intégration porte essentiellement sur le domaine du commerce. Les théoriciens de l'intégration savent toutefois depuis longtemps que tout accord d'intégration économique a

nécessairement des implications politiques. Or, les analyses plus proprement politiques de l'ALENA n'ont pas été très nombreuses jusqu'à maintenant et c'est pourquoi il convient de se réjouir de la parution de ce volume axé sur le rôle des partis politiques dans le processus d'adoption de l'ALENA. D'autant plus que les responsables de l'ouvrage sont des spécialistes réputés des relations politiques en Amérique du Nord et en particulier des relations canado-américaines.

Ainsi que l'indique Charles Doran dans le chapitre d'introduction, l'axe central de l'ouvrage consiste à tenter de solutionner trois casse-tête en rapport au comportement des partis politiques au Canada, aux États-Unis et au Mexique eu égard à la question de l'intégration économique en Amérique du Nord. Comment expliquer tout d'abord que l'idée d'un accord d'intégration économique soit venue à maturité dans les années 1990 alors que la plupart des partis politiques en Amérique du Nord y étaient opposés au début des années 1980? D'autant plus que tout au long du 20^e siècle, les populations des trois pays étaient en majorité opposées à toute idée de libre-échange. Comment se fait-il alors qu'un accord comme l'ALENA soit tout à coup devenu possible et pourquoi à ce moment précis et dans cette forme spécifique?

Un deuxième casse-tête, en un mouvement quelque peu opposé au premier, consiste à savoir pourquoi le soutien à l'ALENA a tout à coup faibli au printemps et à l'été de 1993. Comment se fait-il que le progrès soit alors devenu plus lent et pourquoi cela s'est-il produit aux États-Unis particulièrement? Enfin, et il s'agit là du casse-

tête le plus fondamental pour Doran, pourquoi les principaux partis politiques en Amérique du Nord ont-ils radicalement changé de position en rapport à la question du libre-échange? Non seulement ces partis ont-ils changé de position mais ils en sont même venus à adopter la position de l'autre grande formation politique.

Les chapitres qui suivent proposent une analyse des positions et du comportement des principaux partis politiques à l'égard du libre-échange aux États-Unis, au Mexique, au Canada et au Québec. Chacun des chapitres analyse l'histoire des partis politiques et en étudie les programmes de manière à fournir des éléments de réponse pour solutionner les casse-tête identifiés par Doran au début de l'ouvrage.

On y apprend ainsi qu'à partir de la Guerre civile jusqu'à la Dépression des années 1930, le protectionnisme, appuyé par le parti Républicain au pouvoir, a constitué la politique dominante aux États-Unis jusqu'à ce que le gouvernement de Franklin D. Roosevelt commence à infléchir la politique américaine dans le sens du libre-échange. Les Démocrates ont alors soutenu le libre-échange jusque dans les années 1970, devenant par la suite protectionnistes sous la pression de leurs alliés syndicaux. Les Républicains, pour leur part, ont délaissé leur politique protectionniste des années 1950-1980 pour devenir carrément libre-échangistes à l'époque des présidents Reagan et Bush. Et pour complexifier le tout, il faudra une alliance entre un président Clinton, Démocrate, et le parti Républicain pour assurer le passage

de l'ALENA au Congrès. Selon McKeown toutefois, l'opposition entre les deux grands partis politiques des États-Unis sur la question de libre-échange n'a jamais été très tranchée depuis 1945. Les deux formations n'ont jamais adopté depuis ce temps une politique complètement protectionniste ou libre-échangiste mais ont plutôt soutenu des combinaisons variées de protectionnisme/libre-échange.

Au Canada, le parti Conservateur a longtemps été associé au protectionnisme depuis l'adoption, par défaut et par calcul politique d'ailleurs que par idéologie, de la «National Policy» par le premier ministre John A. Macdonald en 1879. Les Libéraux, pour leur part, ont subi une humiliante défaite électorale en 1911 lorsqu'ils ont tenté de faire ratifier par la population un accord de libre-échange avec les États-Unis. Depuis lors, le parti Libéral est devenu beaucoup plus prudent sur la question du libre-échange et la position des deux grands partis politiques canadiens sur ce thème est devenue de toute façon beaucoup plus flexible sous l'impulsion de la libéralisation multilatérale du commerce. Le Nouveau Parti Démocratique, par contre, a été davantage influencé par des questions idéologiques. Il n'est pas opposé au libre-échange en soi mais à sa manifestation particulière qu'est l'ALENA considéré comme une menace à la souveraineté canadienne.

Il n'y a donc pas eu de la part de ce parti un revirement majeur dans sa position face au libre-échange nord-américain comme ce fut le cas dans les deux autres grands partis, alors qu'en 1988 le parti Conservateur jouait son avenir électoral en deve-

nant le chantre du libre-échange canado-américain. Revirement qui n'a jamais existé chez les deux principaux partis politiques au Québec dans la mesure où, nous dit Pierre Martin, il existe un consensus chez les élites québécoises face au libre-échange avec les États-Unis.

La situation du Mexique, comme on le sait, est assez différente de celles du Canada et des États-Unis puisque le PRI, le Parti Révolutionnaire Institutionnel, domine la vie politique du pays depuis de nombreuses décennies. Pourtant, comme l'indique Vega-Canovas, il y a eu là aussi revirement majeur dans la position du principal parti politique sur la question du libre-échange nord-américain. Traditionnellement protectionniste en matière de relations économiques extérieures, le PRI a modifié radicalement sa position au cours des années 1980 en abandonnant sa politique nationaliste de substitution des importations au profit d'une politique de libre-échange régional. Tout comme dans le cas du Canada, il s'agissait alors d'un changement fondamental dans la politique étrangère du pays sans doute influencé par l'environnement international mais plus immédiatement occasionné, nous dit Vega-Canovas, par l'engagement personnel des présidents De la Madrid et Salinas encouragés en ce sens par leurs principaux conseillers.

À partir des études contenues dans l'ouvrage, Doran construit un modèle d'analyse où les partis politiques deviennent une variable intermédiaire centrale dans l'explication des positions et politiques gouvernementales face au libre-échange. Le principal facteur déterminant de l'ac-

tion des partis politiques face au libre-échange est la pression des groupes d'intérêt (225). Mais d'autres éléments influencent également le comportement des partis politiques à cet égard, tels l'orientation idéologique du parti, l'évolution de son membership (constituency) et le fait qu'un parti soit au pouvoir ou non (incumbency). Sans tout expliquer à lui seul, c'est le dernier de ces éléments qui constituerait le facteur explicatif central des politiques gouvernementales face au libre-échange en Amérique du Nord. Et en ce sens, écrit C. Doran, le régionalisme tel que représenté par l'ALENA serait la réponse de l'homme politique à l'économiste et à l'homme d'affaires (p. 260).

Voilà donc un ouvrage fort intéressant et de lecture très agréable en particulier pour ceux et celles qui s'intéressent à la formulation de la politique commerciale mais également pour un public plus large qui porte un intérêt à la dynamique des relations nord-américaines ou encore au phénomène du régionalisme. L'ouvrage possède cette qualité peu répandue d'être accessible à la fois aux spécialistes et aux non-initiés dans la mesure où on y retrouve un très bon équilibre entre des chapitres à caractère plus théorique et d'autres où prime la narration historique. Ce livre est également le bienvenu puisqu'il contribue à réintroduire le politique dans l'étude d'un phénomène qui est tout autant politique qu'économique mais dont on a jusqu'ici beaucoup trop négligé la dimension politique.

Gordon MACE

Département de science politique
Université Laval, Québec

Moving to the Market: The World Bank in Transition.

RICHARDSON, Richard W., Jonas H.
HARALZ. Washington, DC, Overseas
Development Council, Policy Essay
n° 17, 1995, 106p.

L'ouvrage est publié par un organisme américain privé spécialisé dans l'étude du développement, dont les activités comprennent également le conseil aux décideurs des secteurs privé et public, ainsi que la publication de notes et documents. Les auteurs ont tous les deux une expérience de fonctionnaires internationaux (respectivement à la Société financière internationale et à la Banque mondiale), de consultants et chercheurs; il s'y ajoute une pratique bancaire et financière passée, aux États-Unis pour le premier et en Islande pour le second. La question posée dans l'ouvrage est la suivante: dans un monde désormais dominé par l'idée de la supériorité du secteur privé comme moteur de croissance, comment doit évoluer l'action de la Banque mondiale?

La Banque mondiale, est-il dit en prologue, a tout au long de son histoire encouragé l'émergence d'entreprises privées efficaces et d'un marché ouvert dans les pays en développement, tout en programmant et finançant des projets d'infrastructure trop lourds pour être pris en charge par le secteur privé. La leçon a été entendue dans un nombre encore restreint mais croissant d'économies en développement, d'abord en Asie du Sud-Est puis en Amérique latine et plus récemment en Europe de l'Est. Les auteurs reconnaissent que tout le monde n'est pas d'accord sur l'éten-